

8/8 - Les socialismes des partis communistes dans les pays occidentaux

Mikhaïl Gorbatchev et la "nouvelle pensée" de l'avenir humain

« Ce que le monde soviétique aura eu de plus extraordinaire sans doute, dit Sève, est sa fin ».

Dans les années 1980, le "marxisme-sénilisme" (expression du *Canard enchainé*) est à bout de souffle. 1982 : mort de Brejnev à 76 ans. 1984 : mort d'Andropov à 70 ans. 1985 : mort de Tchernenko à 73 ans. C'est alors qu'émerge Mikhaïl Gorbatchev, 54 ans. Ce qui frappe chez cet homme est la haute exigence morale et la « **clairvoyante dureté de ses jugements sur le passé et le présent de l'Union soviétique** ». Quelques exemples :

Staline : « **Un criminel dénué de tout sens moral** ». Le stalinisme : « **Un système de bureaucratisme totalitaire** », « **un nouveau servage** ». Le rapport Krouchtchev : une critique superficielle.

Mais, il n'en va de même de ses vues sur la voie à suivre. Elles tournent le dos à la visée communiste marxienne. Il dénonce le bureaucratisme, le système de commandement et la centralisation générale,

mais, il **« ne va pas jusqu'à identifier la source même de ces fléaux, à savoir le fait que les producteurs directs ne sont jamais devenus les maîtres tant soit peu effectifs des moyens de production »**. **« Il voit bien l'absence de démocratie politique allant jusqu'à "la négation de la séparation des pouvoirs", mais jamais il ne va jusqu'à remettre en question le refus devenu définitif de tout dépérissement de l'État »**. **« Son mot référence n'est pas communisme mais humanisme »**. **« Il tient pour "démontrée à l'échelle mondiale la supériorité de l'économie de marché" et ne voit pas d'autre issue que de se rallier au "socialisme démocratique" »**.

Avec la pérestroïka, il engage la déconstruction du brejnévisme. C'en était trop...

...la nomenclatura va se défendre, dit Sève, **« avec un acharnement auquel Gorbatchev, qui se croyait sans illusions, ne s'attendait pourtant pas »**.

Elt sine va émerger, qui va prendre la tête d'une authentique contre-révolution conservatrice. Le travail avait déjà commencé, au demeurant, puisque sous Brejnev, déjà, l'URSS s'était carrément mise en route pour un retour tacite au capitalisme, raison pour laquelle, quand l'URSS va imploser, cela se passera de manière assez pacifique.

En effet, **« l'apparence se mit simplement enfin à coïncider avec la réalité, la nomenclatura n'ayant pas à changer grand-chose pour se manifester comme classe possédante »**.

Le résultat de l'action de Gorbatchev aura donc été de déblayer le terrain pour une bien plus libre manifestation de la vérité des choses.

C'est dans l'ordre international que l'apport de Gorbatchev mérite attention, avec ce qu'il a appelé la « **nouvelle pensée** » quant au destin de l'humanité. Il part de l'idée que la guerre est rendue impossible par la bombe atomique, puisque celle-ci représente « **une menace mortelle pour tout le monde** ».

Désormais, dit Gorbatchev, « **la seule voie vers la sécurité passe par des décisions politiques et par le désarmement** ». Son axiome : « **la sécurité est indivisible. C'est une sécurité égale pour tous ou pas de sécurité du tout** ». « **Les adversaires doivent devenir partenaires (pour rechercher) le moyen de parvenir à une sécurité universelle** », et cela pose « **une limite objective à la confrontation de classe à l'échelle internationale** ».

Les dirigeants occidentaux ne vont guère accorder de crédit aux thèses de Gorbatchev. Ils attendent la fin de l'URSS, dont la CIA leur dit qu'elle est proche.

Quel communisme dans ce que fut le mouvement communiste international ?

Quel a été l'apport des partis communistes occidentaux à la visée marxienne ?

Sève répond en deux temps : un bilan de l'action des communistes, d'abord, et une analyse critique, ensuite.

> Le bilan avec cette longue citation :

Les communistes « (...) **ont été des plus constants et efficaces combattants contre l'exploitation des travailleurs, l'oppression des peuples, la manipulation des consciences, contre tous les ismes de malheur, du fascisme au machisme, en passant par le colonialisme et le racisme ; on leur doit beaucoup, plus même encore parfois, dans maintes conquêtes**

sociales, avancées démocratiques, oppositions à la guerre ; leur rôle fut décisif dans l'invention de la stratégie de front populaire, l'engagement nécessaire de résistances armées, et là où ils ont pu temporairement participer à des gouvernements progressistes, dans des ébauches hautement précieuses de réformisme révolutionnaire - on va y revenir. Ils ont engagé des processus civilisationnels sans cesse contrariés par la classe dominante, mais porteurs de grand avenir, de la formation de travailleurs manuels à l'exercice des responsabilités publiques jusqu'à la féconde osmose entre haute création de l'esprit et sensibilité populaire. (...) Personne ou presque ne le dit aujourd'hui, mais c'est un fait criant : la militance communiste a agrandi l'humanité. Et elle l'a fait partout dans le monde à un prix de courage exorbitant (...) ».
 Et, plus loin, Sève ajoute : **« Il fallait que cela fût dit ».**

Assurément !

> L'analyse critique, maintenant :

1. Alors que les partis communistes d'Europe occidentale évoluaient dans des sociétés hautement développées dans lesquelles ils pouvaient se fixer, du point de vue de la visée communiste, des ambitions élevées, ils s'en sont tenus à une attitude d'inféodation générale aux vues bornées de la direction moscovite, et cela a été catastrophique. Parallèlement, la réflexion sur la visée communiste est restée en jachère.
2. L'attachement inflexible à la culture organisationnelle issue des années de lutte dans la Russie tsariste (direction omnipotente, liberté de critique et esprit d'initiative paralysés) a fini de rendre impensable toute grande vision historique et tout dépassement du capitalisme.

Et pourtant, en plein XX^e siècle, un auteur et une séquence historique ont suggéré autre chose, ont instillé comme un doute dans les esprits quant à la difficulté/impossibilité de sortir par le haut de l'impasse actuelle. L'auteur, c'est Gramsci. La séquence historique, c'est

l'expérience de la participation de ministres communistes à des gouvernements après la Libération. Il faudra aussi dire un mot de l'eurocommunisme, même s'il ne fut qu'un feu de paille.

Gramsci, l'État et le communisme

Beaucoup de choses peuvent être dites sur Gramsci. Sève limite son examen à ce qui concerne son sujet, c'est-à-dire la conception de l'État de Gramsci et ses implications stratégiques.

Gramsci est intéressant, tout d'abord, pour son analyse d'Octobre 1917.

Cela a été une **« conquête du pouvoir brillamment menée par Lénine au moyen d'une "guerre de mouvement" politique »** dans laquelle la cible était l'État russe de l'époque, c'est-à-dire un État-classe principalement défini par la triade Armée-Police-Justice.

Cette guerre de mouvement, dit Gramsci dans les **Cahiers de prison**, se heurterait aujourd'hui à des difficultés prohibitives.

Dans les grands pays d'Occident, en effet, **« l'État est devenu tout autrement robuste à travers une longue histoire »**. Il ne se limite plus au gouvernement et à ses appareils de contrainte physique (Armée, Police, Justice), mais a évolué vers ce que Gramsci appelle **« l'État intégral »**, c'est-à-dire vers **« une réalité bien plus vaste, et par là même bien plus résistante, sa fonction n'étant plus seulement de contraindre, mais pour le moins autant d'organiser le "consensus actif et volontaire (libre)" des masses, autrement dit d'assurer l'hégémonie d'un bloc historique de forces sociales sur l'ensemble de la société »**.

L'hégémonie, c'est une émergence complexe, qui rayonne bien au-delà de l'État-classe, bien au-delà même de son appareil administratif et du lavis d'organisations qu'il peut influencer, mais tend à innover aussi

l'école, les partis, les syndicats, les médias, et finalement l'ensemble de la société civile et de la vie associative qui l'anime.

Cette hégémonie est une longue conquête qui métamorphose la puissance pratique de coercition de l'État « **en autorité éthico-culturelle (morale) bien plus large, et par là capable de se faire non pas simplement obéir, mais reconnaître, voire intérioriser par ceux sur qui elle s'exerce** ».

L'État intégral, dit Gramsci, est « **dictature + hégémonie** ». On pourrait dire "État-classe + État intégral". Gramsci dit aussi que l'État intégral est « **une hégémonie cuirassée de coercition** ». Là encore, je traduis : c'est "un État intégral cuirassé d'État-classe".

Rien que pour cette idée, dit Sève, Gramsci mériterait déjà de figurer au panthéon du marxisme. Appréciation que je partage absolument entièrement.

Quelles conséquences d'un point de vue stratégique ?

La théorie de Gramsci nous aide à comprendre pourquoi les sociétés occidentales sont devenues « **très résistantes** » aux catastrophes et aux révolutions ; et nous aide à comprendre que la « **guerre de mouvement** » (1917) n'est plus de mise ; l'heure est, maintenant, à la « **guerre de position** », ce qui, pour les dominés et leurs organisations, représente un engagement et des efforts s'inscrivant dans la longue durée, des combats politiques et idéologiques de longue haleine.

Il faut venir à bout, en effet, dit Gramsci, de tout un système de « **tranchées et fortifications** » renforçant la société civile et le pouvoir qui la domine, ce qui exige, dit Gramsci, « **une concentration inouïe de l'hégémonie** ».

Et voici la conséquence stratégique tout à fait essentielle, majeure, cardinale :

« **La conquête de l'hégémonie moyennant une persévérante lutte politico-culturelle est même le préalable nécessaire de l'accès au gouvernement, car, dit Gramsci, "il ne faut pas compter seulement sur le pouvoir, sur la force qu'il donne, pour exercer la direction ou l'hégémonie politique" »**. Rappelons ce que disait Tosel dans **Étudier Gramsci**, en 2016 : « **Une classe ne peut être durablement dominante si elle n'est pas dirigeante** ».

Continuons avec Gramsci. Il a encore des choses à nous dire, par exemple sur la question du dépérissement de l'État. Gramsci envisage le dépérissement de l'État dans ce qu'il appelle la « **société réglée** », ce qui, chez lui, signifie le communisme. Il emploie cette expression cabalistique pour tromper l'attention de ses geôliers.

« **Tant que l'État-classe existera, dit Gramsci, il ne pourra exister de société réglée** ».

Comment voit-il le processus de disparition ?

Il voit l'État « **comme susceptible tendanciellement de disparaître et de se dissoudre dans la société réglée** ». Et cela se fera « **au fur et à mesure que s'affirmeront des éléments de plus en plus considérables de la société réglée (ou de l'État éthique ou de la société civile)** », que se formera ainsi « **un État sans État** ».

« **Un État sans État** »... Autre idée géniale de Gramsci. Je "déplie" sa formule. Il veut dire : un État intégral (fondé sur l'hégémonie culturelle et morale) sans État-classe (fondé sur la <menace de la> répression). L'idée géniale, ici, ne tient pas tant au fait d'avoir introduit des concepts nouveaux que d'avoir forgé une formule qui fait mouche, dont les vertus pédagogiques sont percutantes. Et voici la suite de la citation :

L'État-classe se dissoudra dans la société réglée, faisant advenir « **un État sans État** » dont tous les citoyens « **réellement égaux et donc également raisonnables et normaux** » deviendront « **susceptibles d'accepter la loi spontanément,**

librement, et non par coercition, comme imposée par une autre classe, comme quelque chose d'étranger à la conscience ».

Gramsci sait, évidemment, que ce processus ne sera pas un long fleuve tranquille...

Au début de ce processus, il faudra certes « **une phase d'État-veilleur de nuit, c'est-à-dire une organisation coercitive qui protégera le développement de la société réglée en continu essor, et réduira donc graduellement ses interventions autoritaires et coercitives** », marquant par là « **le début d'une ère de liberté organique** ».

Sève souligne, et cela me paraît particulièrement important, qu'Engels dans **L'Anti-Dühring** et Lénine dans **L'État et la révolution** disent pratiquement la même chose.

Je reviens encore une fois sur cette idée d'État sans État. On pourrait dire "**État intégral sans État-classe**" ; "**État intégralement intégral**", en quelque sorte. Et là, il faut se faire violence (intellectuellement) pour penser les choses comme il faut : cet État intégralement intégral n'est plus un État qui surplombe la société ; il lui devient immanent ; il "trempe" dans la société ; les pouvoirs publics sont entre ses mains ; les citoyens se les sont appropriés ; tous égaux, tous libres.

Communistes au gouvernement dans la France de la Libération

Je vais remonter un peu avant la guerre pour contextualiser. Il faut remonter à la déroute du Parti communiste allemand face aux nazis en 1933 à cause de la ligne « **classe contre classe** » de l'Internationale communiste. Ligne sectaire définie en 1928. Les élections de 1933 obligent l'IC à remettre en cause cette ligne, et les événements vont faire que c'est le PCF qui va se trouver en situation de faire fonctionner la nouvelle ligne d'union. À l'automne 1934, le PCF avance la stratégie du

Front populaire. Vous connaissez la suite. Je ne vous retrace pas les événements.

Retenons ce qui est significatif pour notre discussion : l'institution des congés payés en 1936. Progrès social, bien sûr, mais pas seulement. C'est aussi la nature du salaire qui commence à changer.

Durant les congés, dit Sève, le salaire « ***n'est plus prix d'achat de la force de travail par le capital, mais reconnaissance publique dans le travailleur des droits de la personne, amorce d'une socialisation du salaire susceptible, si elle se généralisait, de remettre en cause les rapports de production capitalistes. Esquisse prometteuse, bien qu'implicite, d'un tout nouveau rapport possible entre réforme et révolution*** ».

Cette question va se trouver de nouveau posée, mais en plus grand, à la Libération.

Nous allons nous appuyer sur une déclaration que fait Maurice Thorez en novembre 1946 à l'occasion d'un entretien qu'il accorde au Times :

« ***Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de quelques rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale*** ».

Déclaration doublement intéressante :

1. Les réformes en cours vers « ***plus de démocratie*** » et de « ***justice sociale*** » sont reliées à la « ***marche au socialisme*** ». C'est suggérer que l'on pourrait faire la révolution par la voie des réformes.

2. Et cette démarche est clairement caractérisée comme la recherche **« d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes »**.

Mais, l'effort d'analyse du PCF n'ira pas plus loin. L'Italie a un théoricien dont les analyses sont privées de toute mise en pratique. La France, elle, fait une expérience politique privée de tout support théorique.

Quelles sont ces réformes nous mettant sur la voie du socialisme, dont parle Thorez ?

Des réformes à dimensions révolutionnaires

Sève prend l'exemple du statut général de la fonction publique, et celui de la Sécurité sociale.

> Le statut général de la fonction publique est très significatif car il fait du fonctionnaire un citoyen et limite les pouvoirs de la bourgeoisie sur le personnel de l'appareil administratif chargé de mettre en œuvre ses orientations politiques dans tous les domaines.

Sève pointe un aspect en particulier :

« Une (des) dimension(s) à potentialité révolutionnaire du statut de 1946 est la distinction du grade et de la fonction », car le traitement du fonctionnaire cesse d'être la rémunération **« d'un prix d'achat de la force de travail »** et devient **« la reconnaissance tarifée d'une qualification attachée à la personne, indépendamment des aléas de son emploi »**.

On comprend pourquoi ce fichu statut reste jusqu'à ce jour la bête noire de la bourgeoisie.

> La Sécurité sociale, maintenant. Elle présente trois traits révolutionnaires :

Tout d'abord, le financement :

« Le mode novateur de financement du système, (c'est) la cotisation sociale assise sur les salaires, donc sur la constante production sociale des richesses ».

Cela représente quand même 500 Mds d'euros (¼ du PIB) qui vont directement des cotisations aux prestations sans prendre la forme d'un capital¹.

Ensuite, les administrateurs du système sont élus par les salariés.

Enfin, les principes généraux de fonctionnement :

« De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

On ne se rend plus compte, aujourd'hui, de la révolution que cela a été dans les chaumières ; de l'étonnement des malades à qui, désormais, tout était remboursé.

Côté bourgeoisie, c'était une autre chanson. Les choses étaient allées au-delà du supportable. La déconstruction commencera dès 1967.

La plus belle preuve que ces réformes étaient bien d'essence révolutionnairement anticapitaliste, c'est un capitaliste qui l'a donnée. En octobre 2007, Denis Kessler, vice-président du MEDEF, déclare dans *Challenges* :

« Voulez-vous la liste de tout ce dont il nous faut débarrasser la France ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là, la liste. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire

¹ Dans le plan Beveridge de 1942, au contraire, le financement est fondé sur l'impôt et sur l'épargne, et les prestations servies sont la rente d'un capital.

méthodiquement le programme du Conseil national de la résistance ».

Et Sève ajoute cette réflexion vraiment très surprenante, et qui nous ramène au cœur de la question stratégique :

La « portée révolutionnaire si clairement perçue par l'adversaire de classe, les dirigeants communistes ne l'ont, quant à eux, jamais dite, ni à l'époque, ce qui pourrait s'expliquer pour des raisons de prudence politique, ni par la suite, ce qui trahit une grave sous-estimation théorique et stratégique ».

Et pourquoi cette distance, pour ne pas dire plus ? Parce que les dirigeants communistes en sont restés à l'idée de la III^e Internationale que les réformes sont des résultats bons à prendre quand la lutte de classes le permet, mais que la réforme réellement transformatrice n'est possible qu'après la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État et grâce à elle.

Leur est restée étrangère l'idée de construire un rapport de forces par des luttes et des initiatives, d'imposer « un processus de réformes révolutionnaires allant en s'élargissant et s'approfondissant - ce qu'en termes gramsciens on peut appeler construction d'une hégémonie à travers une guerre de position ».

On a beaucoup dit qu'à la Libération la révolution n'avait pas été possible.

On n'a pas compris, dit Sève, « ce fait capital qu'en réalité y avait été expérimentée sans le voir l'amorce d'une tout autre manière de faire révolution, en fait même la seule manière qui allait désormais être disponible dans le monde des pays très développés, ce qui avait vocation de tout changer à la stratégie communiste ».

Thorez avait indiqué cette voie nouvelle dans son interview au *Times* de 1946, mais - rappelle Sève - « ***il s'attira une sévère admonestation stalinienne*** ».

Eurocommunisme ?

Rappelons le contexte doctrinal des 20-25 années qui suivent la guerre. Le monde est divisé entre le camp impérialiste et anti-démocratique emmené par les USA - tendu vers la guerre - et le camp anti-impérialiste et démocratique emmené par l'URSS - tendu vers la paix. C'est la guerre froide. L'interview au *Times* n'est plus à l'ordre du jour. En 1956, le rapport Khrouchtchev semble offrir une fenêtre pour la critique, mais non. Même Thorez la refuse. Cela dit quelque chose du stalinisme des communistes de l'époque : le communisme est hors de portée, l'heure est au socialisme, et c'est l'URSS qui est en train de le construire. Donc, hors de question de la critiquer. Contester, c'est passer à l'ennemi. Du coup, c'est la direction omnisciente et omnipotente qui fait le Congrès, et au final le parti devient irréformable.

« C'est seulement à la fin des années 1960 puis dans les années 1970 que de sérieux doutes s'éveillent ». En 1968, Thorez et Berlinguer réprouvent la répression du "*printemps de Prague*".

En 1976-1977, Santiago Carrillo (PCE), Berlinguer et Marchais initient une dissidence qui sera nommée "eurocommunisme", mais qui, en réalité, se réclamait seulement du socialisme démocratique. Ils veulent en finir avec l'inféodation à Moscou.

Chemine chez ces responsables l'idée « ***d'un désaccord majeur avec Moscou sur l'essentiel*** ». Ils fustigent les atteintes aux libertés. Jean Kanapa, chargé au sein du PCF des affaires extérieures, dit : « ***Il est possible qu'il s'agisse d'une divergence sur la conception que nous avons, les uns et les autres, du socialisme*** ». À peu près au même moment, Santiago Carrillo émet l'idée « ***que si l'Union soviétique et les pays de même régime***

«sont indubitablement non-capitalistes, ils ne sont pas cependant socialistes», **du moins au sens authentique du terme** ».

Cette distinction apparemment anodine de Carillo entre non-capitalisme et socialisme représentait une avancée. Elle rendait possible de penser que le «socialisme» qui se disait «réellement existant» n'était pas, en réalité, un socialisme. Pour dire le vrai, il y avait belle lurette que les peuples avaient compris cela. Mais, c'était bien quand même que le constat sorte enfin de la bouche des responsables communistes.

Las ! Courant 1978, la fulgurance de l'eurocommunisme culmine et s'éteint.

Fin de parti(e)

En fait, le discours eurocommuniste est déficient. Il est mordant sur la question des libertés, -et c'est bien, -mais il ne voit pas que son expression de « **socialisme démocratique** » est un pléonasme. Le socialisme, en effet (sans guillemets), puisqu'il rend le peuple maître de son destin, ne peut pas ne pas être démocratique. Il est démocratique par essence.

Sur le «socialisme» réellement existant, les eurocommunistes ne sont pas allés jusqu'à « **l'extraordinaire conclusion qui s'impose** » : « **puisque'il est sans vraie démocratie, c'est donc que ce «socialisme» à la soviétique n'est pas pour de vrai le socialisme** ».

On peut estimer que Sève livre une bataille sur les mots un peu accessoire. Je crois vraiment que non.

Cette conception du socialisme comme première phase - seule réaliste - de l'après-capitalisme, le communisme étant renvoyé aux calendes grecques, n'est pas celle de Marx.

Cette conception a été inventée par « **la social-démocratie allemande pour s'exonérer des exigences fondamentales**

impliquées par toute sortie réelle du capitalisme, et singulièrement deux : l'appropriation effective des moyens de production par les producteurs directs, le double processus d'élimination de l'État de classe et de dépérissement progressif de celui qui en assurera la relève ».

Pour Marx, ces aspects existent, mais sa priorité est ailleurs :

Pour Marx, le communisme c'est un premier lieu « ***le mouvement réel qui met fin à l'état de choses actuel*** », c'est-à-dire qu'il est visée actuelle et non projet futur.

C'est seulement après avoir dit cela qu'on peut se préoccuper du reste, de la propriété des moyens de production, etc., etc. Cette idée de *mouvement réel qui met fin à l'état de choses actuel* comporte une conséquence : le communisme doit commencer aujourd'hui, ou ne commencera jamais.

Commencer aujourd'hui à engager « ***l'immense processus d'appropriation de tous les moyens sociaux par les producteurs directs (...) et de tous les pouvoirs publics par l'ensemble des citoyens à titre collectif et individuel*** ».

Et si d'aucuns veulent absolument appeler cela du socialisme, grand bien leur fasse, mais c'est un socialisme « ***orienté d'emblée sans équivoque par la visée communiste*** ».

Les eurocommunistes ont donc amorcé un mouvement critique mais sont restés au milieu du gué.

D'autres incohérences peuvent être reprochées au PCF :

- De ne pas s'être mobilisé pour qu'une dimension autogestionnaire soit adjointe aux nationalisations, de sorte que l'État ne puisse pas les rabattre sur de simples étatisations ;
- D'avoir (à juste titre) abandonné l'idée de dictature du prolétariat, mais sans voir que puisqu'il n'était plus question de prise de pouvoir par la voie insurrectionnelle, il fallait imaginer les conditions

politiques et culturelles de conquête pacifique d'une très large hégémonie culturelle et morale. Au lieu de cela, le nouveau graal est devenu la bataille électorale, qui est la pièce maîtresse du système de domination politique bourgeoise. Et nous sommes devenus un parti comme les autres...